Texte pseudonymisé

Avertissement: Ce document pseudonymisé a une valeur purement informative. Le document original seul fait foi.

Arrêt N° 17/24 - IX – CIV

Audience publique du huit février deux mille vingt-quatre

Numéro CAL-2021-00222 du rôle

Composition:

Carole KERSCHEN, président de chambre,
Danielle POLETTI, premier conseiller,
Stéphane PISANI, conseiller,
Gilles SCHUMACHER, greffier.

E n t r e :

la société anonyme **SOCIETE1.)** SA, anciennement SOCIETE1.) SA, établie et ayant son siège social à L-ADRESSE1.), inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro NUMERO1.), représentée par son conseil d'administration actuellement en fonctions,

appelante aux termes d'un exploit de l'huissier de justice suppléant Tessy SIEDLER, en remplacement de l'huissier de justice Gilles HOFFMANN de Luxembourg, du 30 décembre 2020,

comparant par Maître Claver MESSAN, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg,

e t :

PERSONNE1.), demeurant à F-ADRESSE2.),

intimé aux fins du prédit exploit SIEDLER du 30 décembre 2020,

comparant par Maître David YURTMAN, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg.

LA COUR D'APPEL :

Saisi, d'une part de la demande de la société SOCIETE1.) contre PERSONNE1.) afin de voir constater la résiliation d'une convention de partenariat du 11 janvier 2014 avec effet au 26 mai 2017 et de le voir condamner à lui payer les montants de 487.465,71 euros à titre de préjudice matériel et de 50.000.- euros à titre de préjudice moral, principalement sur base de la responsabilité contractuelle des articles 1134 alinéa 3, 1135, 1142, 1147 et 1184 du Code civil et subsidiairement sur celle délictuelle des articles 1382 et 1383 du même code, ainsi qu'une indemnité de procédure de 7.500.- euros sur base de l'article 240 du Nouveau Code de procédure civile ; d'autre part de la demande reconventionnelle de ce dernier à voir condamner la société SOCIETE1.) à lui payer les montants de 100.000.- euros à titre de préjudice moral et « réputationnel », de 120.000.- euros à titre d'indemnité de préavis pendant six mois, de 360.000.- euros à titre de perte d'une chance de pouvoir gagner des commissions pendant 18 mois, de 157.600,66 euros sur base de la cession de droits litigieux du 29 avril 2020, et des factures émises par les sociétés SOCIETE2.) et SOCIETE3.), le tribunal d'arrondissement de Luxembourg a, par jugement du 11 novembre 2020, condamné la société SOCIETE1.) à payer à PERSONNE1.) le montant total de 122.000.- euros outre les intérêts.

De ce jugement lui signifié à domicile à la requête de PERSONNE1.) en date du 20 septembre 2020, la société SOCIETE1.) interjeta appel le 30 décembre 2020 aux fins de voir constater, sinon prononcer la résiliation du contrat du 11 janvier 2014 avec effet au 26 mai 2017, ainsi que de voir celui-ci condamné à lui payer la somme de 487.465,71 euros à titre de dommages et intérêts et celle de 50.000.- euros pour dommage moral, ces montants réclamés subsidiairement sur la base délictuelle et finalement le montant de 7.500.- euros au titre d'indemnité de procédure pour chaque instance. Elle conclut en sus à l'irrecevabilité, sinon au défaut de fondement, de toute prétention adverse et à la réduction de son allocation.

A l'appui de ses prétentions la société SOCIETE1.), anciennement SOCIETE1.), fait exposer dans ses conclusions récapitulatives notifiées en date du 6 janvier 2023, que PERSONNE1.) aurait violé la clause d'exclusivité de leur contrat en élaborant un business plan avec un tiers. Ladite clause serait parfaitement valable comme limitée dans le temps et proportionnelle. La société de fait lancée

constituerait l'entreprise la violant, au vue du recoupement de leurs objets. A cela s'ajouteraient des conférences concurrençant cet objet et des propos dénigrant, diffusés sur internet, la qualifiant de menteuse. PERSONNE1.) aurait encore omis d'informer ses partenaires de l'existence de poursuites judiciaires dont il aurait fait l'objet, contrevenant de ce chef à son obligation de bonne foi.

La convention entre parties étant résiliable *ad nutum*, aucun préjudice ne serait invocable par l'intimé. En tout état de cause, le délai de préavis retenu par le tribunal serait surfait. Aucun préjudice n'étant établi, toute demande afférente devrait encourir le rejet.

PERSONNE1.), après s'être rapporté à la sagesse de la Cour quant à la recevabilité en la forme de l'appel, conclut au dernier état de ses conclusions à la fois à la confirmation du jugement sur la résiliation et en ce qu'il lui alloua 120.000.- euros, ainsi qu'à sa réformation pour obtenir 100.000.- euros de préjudice moral ou « réputationnel » et 500.000.- euros de manque à gagner sur 18 mois. A cela il ajoute le montant de 3.500.- euros au titre de frais d'avocat pour la première instance et celui de 5.000.- euros pour la deuxième ainsi que 2.000.- euros, respectivement 3.000.- euros d'indemnités de procédure suivant la même division.

Il conclut à la confirmation du constat de non justification de la résiliation du 26 mai 2017, à la non violation de la clause d'exclusivité pour cause de nullité, engendrée par le défaut de limitation spatio-temporelle, une trop grande généralité, sa disproportion et en l'absence de concours à une entreprise inexistante. La conférence incriminée n'aurait pas été interdite et organisée par - ou avec le concours de - l'appelante. La tenue de propos diffamatoires est contestée et ses déboires judiciaires connus n'enfreindraient pas la bonne foi.

Tout préjudice adverse est contesté et un éventuel manquement ne saurait remettre en cause ses rémunérations

Par arrêt n° 72/23 – IX – CIV du 29 juin 2023, rectifiant l'arrêt n° 40/23 – IX – CIV, la Cour déclara recevable les appels et renvoya l'affaire en prosécution de cause devant la Cour afin de permettre aux parties de se prononcer sur le maintien de leur conclusions antérieures notamment au regard d'actes d'exécution mentionnés dans un courrier du 14 avril 2023.

Par conclusions récapitulatives des 4, respectivement 26 octobre 2023, les parties informèrent la Cour du maintien de leurs soumissions antérieures.

L'instruction a de nouveau été clôturée par ordonnance du 21 novembre 2023 et les mandataires des parties ont été informés que l'affaire serait plaidée à l'audience du 10 janvier 2024

Appréciation de la Cour

Aux termes de l'article 58 du Nouveau Code de procédure civile « *il incombe à chaque partie de prouver conformément à la loi les faits nécessaires au succès de sa prétention* ». Dans le même sens, l'article 1315 du Code civil dispose que : « *Celui qui réclame l'exécution d'une obligation, doit la prouver. Réciproquement, celui qui se prétend libéré, doit justifier le paiement ou le fait qui a produit l'extinction de son obligation* ».

Il appartient dès lors à chaque partie d'apporter la démonstration du dommage dont elle revendique l'indemnisation, quelle que soit la base légale adossant sa prétention. Les deux parties sont au demeurant d'accord sur ce point en déniaut à l'autre le droit au dédommagement à défaut de la preuve du préjudice invoqué.

Ainsi, le préjudice matériel de la société SOCIETE1.) se chiffrerait à 487.465,71 euros, correspondant aux rémunérations touchées par PERSONNE1.) au long de leur collaboration. Elle n'explique cependant pas, pourquoi d'éventuelles méfaits, quels qu'ils soient, commis par ce dernier, rendraient indues les commissions par lui touchées du fait du travail accompli, ni réciproquement en quoi les manquements reprochés auraient engendré un quelconque dommage et plus particulièrement pourquoi celui-ci correspondrait aux montants par elle déboursés au titre de commissions. Les 50.000.- euros réclamés aux titre du préjudice moral ne se voient pas plus soutenus, ne fut-ce que par un motif allégué. S'agit-il d'une perte de réputation, d'une souffrance, de troubles organisationnels, la Cour ne saurait que le supputer, ou alors, et ce sera la voie empruntée, à l'instar du tribunal, rejeter l'ensemble des prétentions pour défaut de preuve, tant en leur principe qu'en leur quantum.

PERSONNE1.), insatisfait des 122.000.- euros lui attribués en première instance, aspire à se voir allouer 100.000.- euros de préjudice moral et 500.000.- euros correspondant à 18 mois de commissions, en sus ou en lieu, ce n'est pas très clair. Le dernier montant n'est premièrement soutenu par aucune pièce objective, même pas en ce qui concerne des revenus passés, hormis un listing versé par son adversaire revêtant toute les apparences d'une pièce confectionnée pour les besoins de la cause. Deuxièmement, il néglige de prendre en compte la contrepartie qu'il aurait alors dû fournir, et sa durée ne se base sur aucun élément factuel concret, la seule motivation fournie à l'égard de cette prétention se résumant à ce qui suit: « *Par ailleurs, le montant des commissions perçues dans le passé par Monsieur PERSONNE1.) n'est pas contesté et, Monsieur PERSONNE1.) réclame un préjudice d'un montant de € 500.000.- correspondant approximativement à 18 mois de commission* ». Or, il ne saurait, sauf pour un préavis, prétendre à la totalité des commissions sans contrepartie, et s'agirait-il

de la perte d'une chance comme invoquée en première instance, elle ne saurait prospérer à défaut de pondération.

La demande de confirmation du jugement n'est quant à-elle appuyée sur rien et ne saurait être sauvée par l'article 586 alinéa 4 du Nouveau Code de procédure civile, en l'absence de distinction tangible de cette demande face à la précédente. Le recoupement potentiel qui s'en suit, l'entachant, à défaut de subsidiarité, de contradiction, autant on ne peut, demander concomitamment deux sommes différentes pour le même dommage sur la même base. Si par référence à ce qui fut exposé en première instance, la Cour pourrait encore retenir une indemnisation pour un préavis de six mois, elle ne saurait souscrire au montant retenu par le tribunal en l'absence de pièce objective. Le tableau censé en tenir lieu, qui concerne un tiers au litige, ne permet, au regard des variations des montants y repris, de l'absence de prise en compte d'engagements et d'indication quant au transfert à PERSONNE1.), d'aboutir à aucune conclusion chiffrée certaine quant au profit en résultant pour ce dernier. Partant le jugement encourt la réformation sur ce volet.

Des remarques similaires à la réfutation de la demande première, s'appliquent au dommage moral, ou attendant à sa réputation, l'existence même desquels n'étant pas établie, et encore moins une éventuelle atteinte, la publicité lui faite par la société SOCIETE1.) restant à l'état de pure allégation.

S'écharpant sur un litige sans conséquences palpables avérées, obtenant toutes les deux gains de cause en leurs contestations indemnitaires au fond, aucune des parties ne saurait prospérer dans la moindre de ses demandes et la question du tort de la résiliation, est sans objet puisque sans effets.

Les prétentions accessoires, en indemnisation de frais d'avocat étayées avec un soin identique, aucune pièce n'étant versée, doivent connaître le même sort.

Le principe qui veut que la partie succombant ne prospère sur l'article 240 du Nouveau Code de procédure civile doit s'appliquer avec toute sa rigueur dans cette affaire ne connaissant au final que des perdants. Même si son instigateur connaît un certain succès dans la réformation qu'il obtient de la demande reconventionnelle attribuée, ceci ne justifie pas de l'iniquité dans cette procédure infructueuse qui lui incombe.

PERSONNE1.) succombant en appel en supportera les frais et dépens.

PAR CES MOTIFS

la Cour d'appel, neuvième chambre, siégeant en matière civile, statuant contradictoirement,

dit l'appel principal partiellement fondé,

décharge la société anonyme SOCIETE1.) SA, anciennement la société anonyme SOCIETE1.) SA, de sa condamnation à payer à PERSONNE1.) la somme de 122.000.- euros avec les intérêts,

confirme le jugement entrepris pour le surplus,

déboute les parties de leurs demandes relatives au remboursement des frais d'avocats et de celles formulées au pied l'article 240 du Nouveau Code de procédure civile,

condamne PERSONNE1.) aux frais et dépens de l'instance avec distraction au profit de Maître Claver MESSAN sur son affirmation de droit.

La lecture du présent arrêt a été faite en la susdite audience publique par Carole KERSCHEN, président de chambre, en présence du greffier Gilles SCHUMACHER.